



*Direction des Ressources
Immobilières*

Marché n°2025-02

Prestations de déménagement pour les services de l'Université Rennes 2

**Cahier des Clauses Administratives
Particulières (CCAP)**

Marché public - Accord-cadre de services

ARTICLE 1.	DEFINITIONS	4
ARTICLE 2.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
2.1.	EXPRESSION DU BESOIN	4
2.2.	DECOMPOSITION DE LA PRESTATION ET FORME DU CONTRAT	5
2.3.	LIEUX D'EXECUTION	5
2.4.	DUREE DE L'ACCORD CADRE	5
2.5.	CLAUSE D'EXCLUSIVITE	6
2.5.1.	Dérogations spécifiques au lot 1	6
2.5.2.	Dispositions spécifiques au lot 2	6
ARTICLE 3.	PIECES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 4.	PRIX	7
4.1.	FORME ET CONTENU DES PRIX	7
4.1.1.	Dispositions générales	7
4.1.2.	Dispositions spécifiques au lot 1	7
4.1.3.	Dispositions spécifiques au lot 2	7
4.2.	MODALITES DE REVISION DES PRIX	7
4.2.1.	Dispositions spécifiques au lot 1	7
4.2.2.	Dispositions spécifiques au lot 2	7
4.3.	CLAUSE DE SAUVEGARDE	8
4.3.1.	Dispositions spécifiques au lot 1	8
4.3.2.	Dispositions spécifiques au lot 2	8
ARTICLE 5.	MODALITES DE REGLEMENT	8
5.1.	TRANSMISSION ELECTRONIQUE DES FACTURES	8
5.2.	FORMALISME OBLIGATOIRE DE LA FACTURE	8
5.3.	COTRAITANCE	9
5.4.	DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	9
5.5.	ACOMPTES	9
5.6.	AVANCE	9
ARTICLE 6.	MODALITES DE MISE EN CONCURRENCE	10
6.1.	PROCEDURE DE DEMANDE DE DEVIS	10
6.2.	PROCEDURE D'ATTRIBUTION DES COMMANDES	10
6.3.	INFORMATION AUX CANDIDATS NON RETENUS	11
ARTICLE 7.	MODALITES D'EXECUTION	11
7.1.	DEMANDE DE DEVIS	11
7.1.1.	Dispositions spécifiques au lot 1	11
7.1.2.	Dispositions spécifiques au lot 2	11
7.2.	EMISSION D'UN BON DE COMMANDE	11
7.3.	DELAIS	12
7.3.1.	Délai de préavis pour une prestation	12
7.3.2.	Délai de modification d'une prestation	12
7.3.3.	Délai d'annulation d'une prestation	12
7.3.4.	Délai d'exécution de la prestation	13
7.4.	MODALITES D'ACCES AUX LOCAUX	13
7.5.	OPERATIONS DE VERIFICATIONS	13
7.5.1.	Vérifications des prestations	13
7.5.2.	Prestations non exécutées	13
7.6.	AUTRES STIPULATIONS	13
7.6.1.	Clause de réexamen et modifications du contrat	13
7.6.2.	Marchés ultérieurs sans publicité ni mise en concurrence	14
7.6.3.	Lettre de voiture	14
ARTICLE 8.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
8.1.	OBLIGATION DE RESULTAT	14

8.2.	DEVOIR D'INFORMATION ET DE CONSEIL	14
8.3.	LOYAUTE CONTRACTUELLE	15
8.4.	INTERLOCUTEUR DU TITULAIRE	15
8.5.	ASSURANCES.....	15
8.6.	CONFIDENTIALITE	16
8.7.	OBLIGATION DE VIGILANCE	16
8.8.	PREVENTION DES RISQUES DE CONFLITS D'INTERETS ET DE CORRUPTION	17
8.9.	REPARATION DES DOMMAGES	17
8.10.	SOUS-TRAITANCE	17
8.11.	OBLIGATIONS LIEES A LA SECURITE	18
8.11.1.	<i>Confidentialité et protection des données personnelles</i>	<i>18</i>
8.11.2.	<i>Instructions et consignes de sécurité.....</i>	<i>18</i>
8.11.3.	<i>Permis et habilitations techniques</i>	<i>18</i>
8.12.	STATISTIQUES.....	18
ARTICLE 9.	LITIGES ET SANCTIONS	19
9.1.	PENALITES	19
9.2.	AUTRES STIPULATIONS	19
9.2.1.	<i>Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire</i>	<i>19</i>
9.2.2.	<i>Règlement des différends.....</i>	<i>19</i>
9.2.3.	<i>Résiliation pour faute</i>	<i>20</i>
ARTICLE 10.	FIN DU CONTRAT	20
10.1.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	20
10.2.	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	20
10.3.	CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION	20
ARTICLE 11.	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	20

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Prestations de déménagement pour les services de l'Université Rennes 2
	Acheteur	Université Rennes 2
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum de services
	Structure	2 Lots
	Durée	48 mois
	Variation des prix	Révisibles (formule)
	Lieux d'exécution	- Rennes : Campus Villejean, Campus La Harpe, MSHB, ACA - Bruz : Campus Ker Lann - Saint-Brieuc : Campus Mazier

ARTICLE 1. DEFINITIONS

	Contrat	Le contrat est un marché public passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
	Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant qu'acheteur public. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
	Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Expression du besoin

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de déménagement et de prestations assimilées aux déménagements (transfert, garde-meubles, démontage ou encore montage, installation et désinstallation de salles d'examens) pour les services de l'Université Rennes 2 sur les sites de Rennes et Saint-Brieuc.

L'ensemble des prestations est décrit dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CTTP).

Les prestations concernent :

- principalement le déménagement courant avec aménagement et/ou réaménagement de locaux de type bureaux, salle de cours, archives,
- des déménagements avec et sans transport,
- de la conservation de mobilier et équipements y compris entreposage en garde-meubles.

Les prestations suivantes sont exclues du présent marché :

- l'emballage et le déballage des affaires à caractère personnel,
- le déplacement des copieurs liés à un accord-cadre passé par l'acheteur.

De plus, le titulaire déclare posséder :

- les compétences techniques et les moyens suffisants pour assurer la qualité des prestations ,
- les capacités financières et les ressources en personnel lui permettant d'assurer les prestations sans risque d'interruption,
- les habilitations, droits et agréments nécessaires à la réalisation des prestations.

2.2. Décomposition de la prestation et forme du contrat

Les prestations sont décomposées comme suit en 2 lots., traités par marchés séparés

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande sans minimum et avec maximum** en application des articles R2162-2, R2162-4 1° et R2162-13 du Code de la commande publique.

Objet	Montant maximum pour la durée totale de l'accord-cadre	Nombre maximum de titulaires
Lot n°1 - Opérations complexes de déménagement	600 000 € HT	3 titulaires avec remise en concurrence systématique à chaque besoin
Lot n°2 – Opérations courantes de déménagement	200 000 € HT	1 titulaire

La distinction entre les deux lots repose sur la complexité logistique, les compétences requises et les moyens mobilisés.

- Lot n°1 : Opérations complexes de déménagement

Ce lot regroupe les prestations nécessitant une expertise technique avancée, des volumes conséquents, une organisation rigoureuse et des moyens spécifiques. Ces opérations incluent généralement des déménagements et contraintes spécifiques ainsi qu'une logistique complexe.

- Lot n°2 : Opérations courantes de déménagement

Les opérations courantes sont les opérations plus standards et moins techniques. Ces opérations incluent généralement des déménagements classiques, sans contrainte technique majeure, des volumes limités et une manutention basique.

2.3. Lieux d'exécution

Les prestations relevant du présent marché sont à exécuter sur les sites suivants dépendant de l'Université Rennes 2 :

Campus / Site	Adresse	Code postal	Ville
Campus Villejean	Place du Recteur Henri Le Moal CS 24307	35043	RENNES Cedex
Campus La Harpe	Avenue Charles Tillon CS 24414	35044	RENNES Cedex
Maison des Sciences de l'Homme en Bretagne (MSHB)	2 Avenue Gaston Berger CS 24307	35043	RENNES Cedex
Archives de la Critique d'Art	4 Allée Marie Berhaut Bâtiment B	35000	RENNES
Campus Ker Lann	Avenue Robert Schuman	35170	BRUZ
Campus Mazier	2 Avenue Antoine Mazier	22015	SAINT-BRIEUC Cedex 1

Des lieux d'exécution pourront être ajoutés ou supprimés par avenant durant la période d'exécution.

2.4. Durée de l'accord cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme d'1 an à compter de la date de notification. Il pourra être renouvelé tacitement 3 fois 1 an sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans.

Le titulaire est informé de la volonté de l'acheteur de ne pas reconduire le contrat au plus tard 4 mois avant la date anniversaire. Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

La non-reconduction du marché ne peut ouvrir droit au profit du titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement. Le titulaire est tenu par ses obligations contractuelles jusqu'à la fin de la période de validité du marché en cours.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre.

2.5. Clause d'exclusivité

2.5.1. Dérogations spécifiques au lot 1

L'acheteur se réserve le droit de réaliser des commandes en dehors du présent accord-cadre lorsque :

- aucun devis n'est proposé par les titulaires dans les délais impartis,
- aucune offre conforme n'est proposée par les titulaires.

L'acheteur informera les titulaires de l'accord-cadre de son intention de recourir à un tiers, en précisant la nature et l'étendue des prestations envisagées.

2.5.2. Dispositions spécifiques au lot 2

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat.

ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- l'Acte d'Engagement (ATTRI1) et ses annexes financières,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A),
- l'offre technique du titulaire,
- les bons de commande émis dans le cadre du présent marché,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Le fait de ne pas énumérer ces normes et règlements ne peut être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître, du seul fait de soumissionner. Il ne pourra se prévaloir de leur méconnaissance pour s'exonérer de ses engagements.

Toute clause, portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Ces documents sont réputés parfaitement connus du titulaire du marché qui ne pourra se prévaloir de leur méconnaissance pour s'exonérer de ses engagements.

ARTICLE 4. PRIX

4.1. Forme et contenu des prix

4.1.1. Dispositions générales

Les prix des prestations prévues au contrat sont établis hors TVA et limités à 2 décimales.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport, au stockage et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison.

En sus, les prix incluent également la réalisation des devis, les emballages et fournitures nécessaires à la réalisation des opérations de protection des bâtiments concernés (angles saillants des murs, sols, cages d'escaliers, les cabines d'ascenseurs, les cadres de menuiseries extérieures...) et leur installation.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minima de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

4.1.2. Dispositions spécifiques au lot 1

Le prix forfaitaire figure sur le devis du titulaire pour l'opération sollicitée. Il inclut également tous les consommables nécessaires à la préparation et à la réalisation des prestations.

4.1.3. Dispositions spécifiques au lot 2

Les prix des prestations prévues au contrat sont mixtes et sont indiqués en Annexe 2 – Bordereau des Prix.

Les prestations unitaires sont rémunérées par application des prix unitaires, aux quantités réellement exécutées.

4.2. Modalités de révision des prix

4.2.1. Dispositions spécifiques au lot 1

Les prix sont fermes.

4.2.2. Dispositions spécifiques au lot 2

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois zéro « m⁰ » de remise de la dernière offre.

Les prix sont fermes pendant 1 an à compter de la date de début du marché et peuvent être révisés annuellement à la date anniversaire selon la formule suivante :

$$P^1 = P^0 \times [(0,20 + 0,80 \times (BtoB^1 / BtoB^0))]$$

Dans laquelle :

- P¹ = prix révisé,
- P⁰ = prix initial indiqué en Annexe 1 - Bordereau des Prix et réputé établi sur la base des conditions économiques connues à la date de remise de la dernière offre.
- BtoB¹ = dernière valeur connue 1 mois avant la date de révision
- BtoB⁰ = valeur connue à la date de remise de la dernière offre.

Indice BtoB = indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 49.4 – Transport routier de fret et services de déménagement (Identifiant 010766514)

Le titulaire devra communiquer ses nouveaux tarifs, obligatoirement au format .xls, au Pôle Commande Publique (achatsmarches@univ-rennes2.fr) 15 jours avant la date effective de la révision des prix. A défaut, les prix en cours seront maintenus.

Les prix révisés seront appliqués à la date anniversaire du marché et deviennent fermes jusqu'à l'application d'une nouvelle révision des prix.

Les calculs intermédiaires seront effectués avec au minimum 4 décimales et le coefficient applicable à P⁰ arrondi, le cas échéant au millième supérieur.

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondie par excès).

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent :

- d'adopter l'indice de remplacement publié,
- si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

4.3. Clause de sauvegarde

4.3.1. Dispositions spécifiques au lot 1

Sans objet.

4.3.2. Dispositions spécifiques au lot 2

L'acheteur se réserve le droit de résilier, sans indemnité et sans délai l'accord-cadre, si ce changement conduit à une augmentation moyenne des prix sur l'ensemble de l'année à plus de 3% l'an.

ARTICLE 5. MODALITES DE REGLEMENT

5.1. Transmission électronique des factures

En application de l'article L2392-2 du CCP et de l'article 193 de la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures doivent être émises par un envoi électronique sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les informations particulières nécessaires à la transmission des factures via **Chorus Pro** sont :

- le **numéro SIRET de l'Université Rennes 2** : 193 509 379 00015,
- le **numéro d'engagement** : la référence du bon de commande (débutant par 4500...),
- le **numéro SIFAC** du marché (**communiqué au titulaire du marché dans le courrier de notification**),
- le détail des taux de TVA (fichier xml).

Le titulaire devra avertir sans délai, l'Université Rennes 2 de toute modification concernant sa domiciliation bancaire, son SIRET également et produire à cet effet toute justification utile en s'adressant à servicefacturier@univ-rennes2.fr et achatsmarches@univ-rennes2.fr.

5.2. Formalisme obligatoire de la facture

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le titulaire au titre du présent marché doit **obligatoirement** comporter les mentions suivantes sous peine de rejet :

- le numéro du bon de commande de l'Université Rennes 2, à 10 chiffres commençant par 45 (ex : 4500....),
- la référence **SIFAC** du marché (**communiquée au titulaire du marché dans le courrier de notification**),
- le numéro du lot concerné (le cas échéant),
- l'adresse de facturation,
- la date et le numéro de facture,
- le taux et le montant de la TVA,
- le numéro de TVA intracommunautaire,
- le RIB ou l'IBAN,
- le numéro SIRET, forme juridique et capital du créancier,
- les nom, raison sociale et adresse du créancier,
- la nature, la quantité et le prix € HT des éléments facturés,
- le nom des matériels concernés,
- le cas échéant, l'application des réfections, rabais ou remises,
- en cas de groupement, pour chaque opérateur, le montant des prestations effectuées,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total en € HT, en € TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix.

Toute facture incomplète ou incorrecte fera l'objet d'un retour et entraînera une suspension du délai de paiement.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

5.3. Cotraitance

Si le marché est attribué à un groupement d'opérateurs économiques, le mandataire est solidaire, pour son exécution, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Il est rappelé que la cotraitance n'est possible que si elle a été déclarée lors du dépôt des offres (articles R2142-19 et suivants du CCP).

5.4. Délai global de paiement

Les factures seront payées, sous réserve de conformité et après service fait, dans un délai de 30 jours à compter de leur date de réception par l'Université Rennes 2.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage, conformément à l'article R2192-31 du CCP.

5.5. Acomptes

Les dispositions des articles R2191-20 à R2191-22 et L2191-4 du CCP s'appliquent. Tout acompte devra être déduit d'une facture finale.

5.6. Avance

En application de l'article R2191-16 du CCP, une avance est versée au titulaire pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution dépassant les deux mois conformément aux articles R2191-3 du CCP.

Le montant de l'avance est égal à :

- 5 % du montant initial du marché TTC, dans la limite du montant des prestations dû au titulaire qui ne font pas l'objet de sous-traitance.
- 30 % du montant initial du marché TTC, dans la limite du montant des prestations dû au titulaire qui ne font pas l'objet de sous-traitance, lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME mentionnée à l'article R2151-13 du CCP.

Le mandatement de l'avance interviendra dans le délai d'1 mois à compter de la date d'émission du bon de commande.

Le montant de l'avance n'est pas soumis aux clauses de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant, toutes taxes comprises, du bon de commande.

ARTICLE 6. MODALITES DE MISE EN CONCURRENCE

Les dispositions du présent article ne concernent que les prestations du lot 1.

6.1. Procédure de demande de devis

Lors de la survenance d'un besoin, l'acheteur transmet simultanément par mail, une demande de devis à tous les titulaires de l'accord-cadre en définissant son besoin et en indiquant :

- Le délai de réponse identique pour tous,
- La date et les modalités de la visite obligatoire (qui pourra être commune à tous les candidats.)

L'absence de l'entreprise à la visite obligatoire entraînera l'irrégularité de son offre.

Dès la date de notification du présent accord-cadre, les titulaires sont tenus de répondre à chaque demande de devis et ce pendant toute sa durée d'exécution, reconductions éventuelles comprises, en incluant dans leur offre :

- le devis détaillé indiquant notamment le montant € HT et € TTC, le détail des volumes, le respect du planning imposé par l'acheteur,
- l'inventaire du mobilier et des accessoires propres à la prestation, établi lors de la visite obligatoire
- la description des spécificités de la mission.

En cas d'absence de proposition d'offre ou d'impossibilité de réponse, le candidat apportera les justifications nécessaires par écrit. L'acheteur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre pour faute en cas d'impossibilité ou d'absence de réponse répétée trois fois consécutivement.

6.2. Procédure d'attribution des commandes

Les propositions inacceptables, irrégulières (non conformes à la demande...), hors délais et anormalement basses seront éliminées. L'acheteur se réserve le droit d'autoriser les titulaires à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Les commandes seront attribuées sur la base des critères suivants :

Critères	Pondération
Respect du planning d'intervention	10 %
Compréhension des enjeux et adaptation aux besoins de l'acheteur	20 %
Prix des prestations en € TTC suivant devis	70 %

La meilleure note s'agissant du critère prix est affectée à l'offre moins disante après correction et mise au point éventuelle.

Les autres offres (N) après correction et mise au point éventuelle sont notées suivant la formule :

Note (N) = Nombre de points maximum x (montant TTC de l'offre moins disante / montant TTC de l'offre (N))

La note finale sera arrondie au 1/100ème le plus près.

Le titulaire proposant l'offre la mieux-disante et en capacité de réaliser la prestation, sera ainsi retenu.

En cas d'incapacité du candidat arrivé en première position à réaliser la prestation, le candidat arrivé en seconde position sera retenu, sous réserve d'être en capacité de réaliser la prestation.

L'acheteur formalisera les commandes fondées sur l'accord-cadre par l'émission et la notification d'un bon de commande au candidat retenu.

6.3. Information aux candidats non retenus

A l'issue de l'analyse des offres, les candidats non retenus seront informés par mail par l'acheteur.

ARTICLE 7. MODALITES D'EXECUTION

7.1. Demande de devis

7.1.1. Dispositions spécifiques au lot 1

La procédure et les délais relatifs à la consultation et l'émission de devis sont indiqués en Article 6 du présent document.

7.1.2. Dispositions spécifiques au lot 2

Les demandes de devis faites par le représentant de l'acheteur comporteront, a minima, les mentions suivantes :

- Le numéro du présent accord-cadre,
- Le numéro du lot,
- La date ou la période prévue pour la prestation,
- L'emplacement des locaux concernés,
- La nature exacte de la prestation choisie,
- La date et les modalités de la pré-visite obligatoire de site.

Le devis devra nécessairement :

- Etre transmis dans les délais contractuels indiqués dans la demande de l'acheteur,
- Etre accompagné de l'inventaire détaillé du mobilier et des accessoires ainsi que du calcul des volumes concernés.

Chaque demande de devis s'accompagnera d'une pré-visite de site obligatoire. Les modalités de la visite seront décrites dans la demande de devis.

7.2. Emission d'un bon de commande

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande émis sans seuil minimal ni maximal, conformément à l'article L2125-1 du CCP et qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro du devis,
- désignation, référence et quantité des prestations à effectuer,
- date souhaitée d'intervention ou délai d'exécution des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,

- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-FCS, seul le bon de commande signé par le représentant de l'acheteur pourra être honoré par le titulaire.

Le titulaire devra considérer comme nulle toute commande orale ainsi que toute commande émanant d'une personne non habilitée à le faire. L'Université Rennes 2 ne sera engagée par aucune commande verbale et téléphonique.

Les BC seront adressés au titulaire du marché par voie dématérialisée.

7.3. Délais

En cas de dépassement des délais d'exécution pour des motifs non imputables à l'acheteur, les pénalités indiquées au présent CCAP pourront être appliquées.

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-FCS une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur. Le silence de l'acheteur ne vaut cependant pas acceptation de la prolongation dudit délai.

7.3.1. Délai de préavis pour une prestation

L'acheteur devra respecter un délai minimal, entre la date de réception du BC de l'acheteur par le titulaire et la date de la prestation, de :

- Lot 1 : 15 jours ouvrés,
- Lot 2 : 2 jours ouvrés.

Ce délai pourra être réduit en cas d'urgence.

Le titulaire pourra s'engager sur des délais inférieurs en Annexe 1 – CRTA et sera tenu par ceux-ci.

7.3.2. Délai de modification d'une prestation

L'acheteur devra respecter un délai minimal, pour effectuer des modifications, de :

- Lot 1 : 5 jours ouvrés,
- Lot 2 : sans objet.

Ce délai pourra être réduit en cas d'urgence.

Le titulaire pourra s'engager sur des délais inférieurs en Annexe 1 – CRTA et sera tenu par ceux-ci.

7.3.3. Délai d'annulation d'une prestation

L'acheteur devra respecter un délai minimal, pour annuler une prestation, de :

- Lot 1 : 5 jours ouvrés,
- Lot 2 : jusqu'à 24 heures avant.

Le titulaire pourra s'engager sur des délais inférieurs en Annexe 1 – CRTA et sera tenu par ceux-ci.

L'annulation d'une prestation en dehors de ces délais contractuels pourra être indemnisée à hauteur de 10% du montant € HT du bon de commande.

Toutefois, à titre exceptionnel, en raison de motifs impérieux, légitimes et extérieurs à sa volonté, l'acheteur pourra annuler les prestations en urgence, sans frais, et dans des délais plus courts.

7.3.4. Délai d'exécution de la prestation

Le délai d'exécution des prestations sera indiqué par le titulaire dans son devis, dans le respect des impératifs de l'acheteur. Ce délai tient compte des volumes et des situations particulières. Le titulaire veille à adapter soigneusement et à optimiser ses moyens humains et matériels afin de respecter scrupuleusement le délai de réalisation.

7.4. Modalités d'accès aux locaux

Les agents du titulaire seront accompagnés en début de prestation par un représentant de l'acheteur. Ils pourront, par la suite, contacter l'acheteur par téléphone à tout moment.

L'accès aux campus fera l'objet d'une mise à disposition de clés et badges pour la journée uniquement. Ainsi, en fin de journée, le titulaire sera tenu de remettre à l'acheteur l'intégralité des moyens d'accès qui lui ont été confiés en début de journée.

Les moyens d'accès seront remis au titulaire sous son entière responsabilité. Il lui est formellement interdit d'en faire un usage autre que celui pour lequel ils lui ont été confiés.

Pour des raisons de sécurité, l'acheteur ne mettra pas de passe névralgique à disposition du titulaire.

En cas de perte ou de vol de ces moyens d'accès, le titulaire avisera aussitôt l'acheteur de l'exemplaire manquant. En cas de perte de :

- Clés : il devra remplacer à sa charge les clés perdues ou volées ainsi que les canons de serrures concernés,
- Badge : il devra verser à l'acheteur une indemnité forfaitaire.

7.5. Opérations de vérifications

7.5.1. Vérifications des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives s'effectueront conformément aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS. Les opérations de vérifications des prestations sont effectuées immédiatement à la fin des prestations.

Par dérogation aux articles 28.1, 29 et 30 du CCAG-FCS, les vérifications des prestations, qualitative d'une part, quantitative d'autre part, ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront effectuées par les représentants de l'acheteur.

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

7.5.2. Prestations non exécutées

La non-exécution, l'exécution incomplète ou la mauvaise exécution d'une prestation pour donner lieu à l'application de pénalités prévues au présent CCAP.

En cas de grève ou de mouvements de grève au sein de l'Université, seules les prestations définies par l'acheteur et réalisées par le titulaire donneront lieu à paiement.

7.6. Autres stipulations

7.6.1. Clause de réexamen et modifications du contrat

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par avenant après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG-FCS.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de l'introduction d'une clause d'évolution des prix. Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au contrat dans leur niveau de qualité ou de prix.

7.6.2. Marchés ultérieurs sans publicité ni mise en concurrence

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

7.6.3. Lettre de voiture

À l'issue de chaque prestation de déménagement, le titulaire est tenu de transmettre systématiquement une lettre de voiture à l'acheteur.

Ce document, conforme aux dispositions légales en vigueur, notamment aux articles L. 132-8 et suivants du Code de commerce, devra être remis au plus tard dans les 48 heures suivant l'achèvement de la prestation.

La lettre de voiture devra comporter, a minima, les informations suivantes :

- L'identification complète de l'expéditeur et du destinataire,
- La nature, le poids, le volume ou le nombre de colis transportés,
- Les modalités de transport (type de véhicule, itinéraire si pertinent),
- La date et le lieu de prise en charge et de livraison des biens,
- Le prix convenu pour la prestation.

Le non-respect de cette obligation de transmission pourra donner lieu à l'application des pénalités prévues au présent CCAP et, en cas de manquements répétés, à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1. Obligation de résultat

Le titulaire met en œuvre les prestations attendues et garantit les résultats fixés au présent marché.

Le titulaire a une obligation de résultat et s'engage, en toute connaissance de cause, à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour l'exécution complète des prestations dans le respect de l'accord-cadre et conformément au délai et au prix, le cas échéant, modifiés. Cette obligation porte par ailleurs sur la présence des équipements et prestations conformes au marché en quantité et en qualité, dans les délais, sans défaut ni dégradation, installés dans les locaux conformément aux instructions de l'Université Rennes 2.

Le respect de ces moyens ne peut suffire au titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière.

En outre, l'avis ou l'acceptation de l'acheteur sur une décision concernant l'organisation ainsi que les informations et documents fournis par lui ne peuvent dégager pour autant la responsabilité du titulaire.

Il sera tenu d'apporter à ses prestations toutes modifications qui seraient exigées pour non correspondance vis à vis du CCTP ou autres documents contractuels.

8.2. Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

8.3. Loyauté contractuelle

Les parties s'engagent à exécuter le présent marché de bonne foi et dans un esprit de collaboration mutuelle.

Le titulaire s'engage à émettre tous les devis demandés dans le cadre de l'exécution du présent marché en respectant les principes de bonne foi et de loyauté contractuelle. À ce titre, le titulaire s'engage notamment à :

- Fournir des devis détaillés, précis et transparents, reflétant fidèlement les prestations à réaliser et leur coût réel,
- Ne pas pratiquer de surfacturation ou de sous-évaluation intentionnelle des prestations et ainsi présenter des demandes de paiement conformes aux prestations et quantité de main d'œuvre réellement effectués,
- Communiquer de manière claire et honnête sur les délais, les contraintes techniques et les éventuelles difficultés liées à la réalisation des prestations, susceptible d'en affecter le bon déroulement ou d'en modifier les conditions économiques,
- Répondre aux demandes de devis formulées par l'acheteur, dans des délais imposés,
- Justifier, sur demande de l'acheteur, les éléments constitutifs des devis émis.

Par ailleurs, dans le cadre de prestations terminées en avance sur le planning indiqué, le titulaire devra :

- en informer sans délai l'acheteur,
- s'assurer que la qualité des prestations n'en est pas altérée (notamment en termes de spécifications techniques du CCTP),
- émettre une facture correspondant à la réalité du travail effectué.

L'acheteur s'engage à fournir au titulaire toutes les informations nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre et à répondre dans des délais raisonnables aux demandes du titulaire.

Le non-respect de ces engagements pourra être considéré comme un manquement aux obligations contractuelles.

8.4. Interlocuteur du titulaire

Le titulaire proposera un interlocuteur à l'acheteur et devra le tenir informé dans l'hypothèse d'un changement d'interlocuteur ou de coordonnées à l'adresse suivante : pierrick.richard@univ-rennes2.fr

Ce représentant devra être joignable facilement par l'acheteur sur les horaires de travail (de 9h à 12h et de 14h à 18h du lundi au vendredi).

8.5. Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire devra justifier, dans les 5 jours calendaires à dater de la notification d'attribution provisoire du marché et avant tout commencement d'exécution, d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution et du paiement des primes.

Ces assurances doivent être suffisantes ; elles doivent être illimitées pour les dommages corporels.

Les franchises souscrites par les sociétés restent à leur charge exclusive.

À tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Toute modification des clauses devra être signalée à l'Université Rennes 2 par mail à l'adresse achatsmarches@univ-rennes2.fr

8.6. Confidentialité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'accord-cadre, a reçu de l'administration communication, à titre confidentiel, des renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité relative à cette communication.

Le titulaire se porte garant de la discrétion de son personnel. Il doit informer ce dernier de son obligation de confidentialité et de respect du secret concernant tout renseignement parvenu à sa connaissance à l'occasion de son intervention sur le site.

Il ne doit divulguer aucune information, qui résulte de l'exécution de l'accord-cadre, ou qui pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Le titulaire s'engage également à ne faire aucun usage (notamment commercial), même sous forme indirecte, des informations auxquelles il aura accès et à ne pas les transmettre à un tiers.

Il doit sans délai avertir l'administration de toute violation de l'obligation de confidentialité ci-dessus.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement de son personnel ou de ses sous-traitants à ces consignes ainsi qu'en matière de contrôle de diffusion des documents.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant. En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du présent accord-cadre, l'administration peut résilier le contrat et faire valoir éventuellement un droit à dommages et intérêts pour préjudice subi, aux frais du titulaire débiteur.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts de l'Université Rennes 2 et de ses partenaires et engagerait sa responsabilité.

Conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que lors de l'exécution de l'accord-cadre, des informations ou des documents auxquels il a accès, signalés comme présentant un caractère confidentiel, soient divulgués à un tiers.

8.7. Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

8.8. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

8.9. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire. L'acheteur se réserve le droit d'exécuter lui-même ou de faire exécuter, au compte du titulaire, la réparation des dommages causés.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

8.10. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur. Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale. Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

8.11. Obligations liées à la sécurité

8.11.1. Confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

8.11.2. Instructions et consignes de sécurité

Le titulaire doit veiller à la santé et à la sécurité de ses employés.

A ce titre, et pour faire face à tous les risques professionnels liés aux interventions, il devra obligatoirement transmettre les instructions et consignes de sécurité inscrites au plan de prévention, à l'ensemble de ses agents réalisant les prestations du présent marché. Les consignes devront être régulièrement renouvelées.

L'acheteur ne pourra pas être tenu pour responsable en cas de dommages liés à la santé et à la sécurité des agents du titulaires intervenants dans le cadre des prestations du présent marché.

8.11.3. Permis et habilitations techniques

En cas d'activités nécessitant habilitations spécifiques (chariots automoteurs, engins tracteurs, nacelles, ...), le titulaire s'engage à ce que celles-ci ne soient réalisées que par un ou des membres du personnel d'exécution titulaire et habilitations correspondantes. Elle fournira sur demande de l'Université les certificats et les habilitations correspondantes. L'acheteur décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du titulaire.

Le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés soient en règle administrativement. Le personnel sur place devra également être détenteur des permis appropriés pour chaque véhicule / engin utilisé lors des opérations. Le titulaire devra les présenter, sur simple demande de l'Université.

8.12. Statistiques

Le titulaire doit fournir obligatoirement tout au long de l'exécution du marché, à chaque demande de l'acheteur et dans le délai fixé par ce dernier, un récapitulatif des commandes.

Il transmet à l'acheteur, à la date anniversaire, sans frais, par un moyen qu'il précise dans son offre, et sous forme de fichier .xlsx, certaines données :

- désignation de l'opération de déménagement,
- type de prestation (déménagement avec / sans transport, garde meuble, location de camion...),
- lieu des prestations,
- date des prestations,
- durée des prestations,
- montant total € HT et TTC de chacune des prestations,
- la quantité de gaz à effet de serre émise pour réaliser chacune des prestations (notamment kilomètres parcourus dans le cadre de l'exécution des prestations).

En cas de non-transmission, le titulaire encourt les pénalités prévues au présent CCAP.

ARTICLE 9. LITIGES ET SANCTIONS

9.1. Pénalités

Les pénalités définies ci-après pourront être cumulatives.

Les pénalités, si elles sont appliquées, seront payées par déduction opérée sur la première facture présentée par le titulaire à l'Université Rennes 2 postérieurement au constat du manquement, ou par l'émission d'un titre de recettes par l'Université.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30 % du montant total hors taxe du marché ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités d'un montant inférieur à **1000 € HT**.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS :

- les pénalités pourront être appliquées sans mise en demeure préalable en fonction de l'origine du manquement et des circonstances,
- les pénalités de retard forfaitaires ci-dessous sont prévues au titre du présent accord-cadre :

Lots	Désignation	Délai	Pénalité
1 & 2	Perte ou vol de clés ou de badge	Immédiat	100€ par clé 20 € par badge
1	Pénalité de retard d'exécution	Expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation	500€ par jour de retard
2	Pénalité de retard d'exécution	Expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation	50€ par jour de retard

9.2. Autres stipulations

9.2.1. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

9.2.2. Règlement des différends

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du CCP) ou à la DREETS (<https://dreets.gouv.fr/>).

9.2.3. Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, l'acheteur pourra résilier le marché en cours d'exécution, sans indemnité et aux torts exclusifs du titulaire, par décision expresse :

- si des défauts constatés n'étaient pas corrigés ;
- en cas de dysfonctionnements répétés dûment notifiés ;
- en cas d'inobservation par le titulaire des documents contractuels constituant le présent marché.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de l'administration. Le marché résilié est liquidé sur la base des prestations réellement exécutées jusqu'à cette date.

ARTICLE 10. FIN DU CONTRAT

10.1. Propriété intellectuelle

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

10.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire puisqu'aucun engagement de montant n'est prévu.

10.3. Certificat de bonne exécution

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

ARTICLE 11. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles CCAP	Articles du CCAG-FCS
7.2	3.3
7.5.1	28.1, 29 et 30
8.5	9.2
9.1	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
9.2.3	41
11	1.2

En cas de discordance entre les mentions du CCAG-FCS et celles du présent CCAP, les mentions de ce dernier prévaudront. Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.